

PESTICIDES (1/2)

EPANDAGE ET PROTECTION DES RIVERAINS



© Source : pixabay.com / Auteur : Hprguesen

SOMMAIRE

COMPRENDRE	2
1. DEFINITIONS.....	2
2. TEXTES APPLICABLES	2
3. AUTORITES COMPETENTES.....	3
CONNAÎTRE	4
1. DEVOIR D'INFORMATION.....	4
2. RESTRICTIONS D'EPANDAGE	6
3. DISPOSITIONS PENALES	10
AGIR	11



COMPRENDRE...

1. DEFINITIONS

Il est important de déterminer, notamment au regard de la législation européenne, si, lorsqu'on parle d'**épandage de pesticides** à proximité d'habitation, on se situe dans le cadre de la réglementation des produits phytopharmaceutiques ou des biocides.

- **Produits phytopharmaceutiques** : « Les produits phytopharmaceutiques sont des préparations destinées à protéger les végétaux et les produits de culture. Ils font partie des pesticides, qui regroupent également les biocides et les antiparasitaires à usage humain et vétérinaire »¹ (Synonyme : phytosanitaire).
- **Biocides** : « Les produits biocides sont des substances ou des préparations destinées à détruire, repousser ou rendre inoffensifs les organismes nuisibles, à en prévenir l'action ou à les combattre, par une action chimique ou biologique »².

Lorsque l'on parle de **pesticides** au sens large, cela inclut donc à la fois les biocides et les produits phytopharmaceutiques ou phytosanitaires.

Par ailleurs, on entend par **substance active**³ « la substance, y compris les micro-organismes, exerçant une action générale ou spécifique sur les organismes nuisibles ou sur les végétaux, parties de végétaux ou produits végétaux ». La liste des substances autorisées est définie à l'échelle de l'Union européenne.

Les **produits**⁴ sont « les mélanges ou les solutions composés de deux ou plusieurs substances destinés à être utilisés comme produits phytopharmaceutiques ou adjuvants ». Ces produits nécessitent une autorisation de mise sur le marché, délivrée à l'échelle nationale. Les produits autorisés sont publiés mensuellement au bulletin officiel du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

2. TEXTES APPLICABLES

► AU NIVEAU EUROPEEN

- **Règlement (CE) n°1107/2009** du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil.
- **Directive 2009/128/CE** du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable.
- **Règlement (UE) n° 284/2013** de la Commission du 1er mars 2013 établissant les exigences en matière de données applicables aux produits phytopharmaceutiques, conformément au règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques.

¹ Site de la DRAAF de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Produits phytopharmaceutiques : définitions [consultables ici](#)

² Ibidem.

³ Site du Ministère de l'agriculture, Substances actives et produits : définitions [consultables ici](#)

⁴ Ibidem.

Cet instrument prévoit que, dans le cadre de la procédure d'obtention de l'autorisation de mise sur le marché d'un produit phytopharmaceutique, le demandeur soit tenu de fournir un certain nombre d'informations pour permettre d'estimer l'exposition des résidents au produit en cause.

► AU NIVEAU NATIONAL

- [Articles L. 253-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime](#) (ci-après CRPM) et [R. 253-1 et suivants](#) du même code ;
- [Arrêté du 4 mai 2017](#) relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article [L.253-1 du Code rural et de la pêche maritime](#).
- [Loi n°2018-938 du 30 octobre 2018](#) pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (Egalim)
- [Arrêté du 27 décembre 2019](#) relatif aux mesures de protection des personnes lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques et modifiant l'arrêté du 4 mai 2017 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L. 253-1 du Code rural et de la pêche maritime
- [Décret n°2019-1500 du 27 décembre 2019](#) relatif aux mesures de protection des personnes lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à proximité des zones d'habitation


3. AUTORITES COMPETENTES

[Art. L. 253-7 du Code rural et de la pêche maritime](#)

I.- Sans préjudice des missions confiées à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail et des dispositions de l'article L. 211-1 du code de l'environnement, l'autorité administrative peut, dans l'intérêt de la santé publique ou de l'environnement, prendre toute mesure d'interdiction, de restriction ou de prescription particulière concernant la mise sur le marché, la délivrance, l'utilisation et la détention des produits mentionnés à l'article L. 253-1 du présent code et des semences traitées par ces produits. Elle en informe sans délai le directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

L'autorité administrative compétente est le **Ministre chargé de l'agriculture** ( [Art. R. 253-45 du C. rural et de la pêche maritime](#)).

Le **préfet** peut également jouer un rôle dans certaines circonstances. L'article 5 de [l'arrêté du 4 mai 2017](#) indique ainsi que : « **En cas de risque exceptionnel et justifié**, l'utilisation des produits peut être restreinte ou interdite par arrêté préfectoral. Cet arrêté motivé doit préciser les produits, les zones et les périodes concernés ainsi que les restrictions ou interdictions d'utilisation prescrites. Il doit être soumis dans les plus brefs délais à l'approbation du **Ministre chargé de l'agriculture** ».

Il convient de relever que le **Maire est, sauf exception, incompétent pour réglementer l'utilisation de produits phytosanitaires** ( Conseil d'Etat *Commune de Valence* 24 septembre 2012 ; TA Rennes, [ordonnance de référé](#) du 27 août 2019).



CONNAÎTRE...

1. DEVOIR D'INFORMATION

► DEVOIR D'INFORMATION A L'EGARD DES AUTORITES PUBLIQUES

Art. L. 253-8-1 du C. rural et de la pêche maritime

En complément de la surveillance biologique du territoire prévue à l'article L. 251-1, l'autorité administrative veille à la mise en place d'un dispositif de surveillance des effets indésirables des produits phytopharmaceutiques sur l'homme, sur les animaux d'élevage, dont l'abeille domestique, sur les plantes cultivées, sur la biodiversité, sur la faune sauvage, sur l'eau et le sol, sur la qualité de l'air et sur les aliments, ainsi que sur l'apparition de résistances à ces produits. Ce dispositif de surveillance, dénommé phytopharmacovigilance, prend en compte notamment les dispositifs de surveillance de la santé des personnes et des travailleurs prévus par le code de la santé publique et le code du travail et les dispositifs de surveillance environnementale. Il s'applique sans préjudice des demandes de surveillance particulières figurant dans la décision d'autorisation de mise sur le marché des produits.

Les détenteurs de l'autorisation de mise sur le marché communiquent aux organismes désignés par l'autorité administrative les informations dont ils disposent relatives à un incident, à un accident ou à un effet indésirable de ce produit sur l'homme, sur les végétaux traités, sur l'environnement ou sur la sécurité sanitaire des denrées ou des aliments pour animaux issus des végétaux auxquels ce produit a été appliqué, ou relatives à une baisse de l'efficacité de ce produit, en particulier résultant de l'apparition de résistances. Les fabricants, importateurs, distributeurs ou utilisateurs professionnels d'un produit phytopharmaceutique, ainsi que les conseillers et formateurs des utilisateurs de produits phytopharmaceutiques, sont également tenus de communiquer à ces organismes désignés toute information de même nature dont ils disposent.

Les organismes participant à la phytopharmacovigilance, en particulier les organismes désignés par l'autorité administrative en application du deuxième alinéa, transmettent à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail les informations dont ils disposent en application des deux premiers alinéas.

[...] Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités de désignation des organismes auxquels les informations sont adressées, les obligations qui leur incombent ainsi que les modalités de transmission des informations et le contenu de celles-ci.

Cet article pose un devoir d'information **des détenteurs de l'autorisation envers certains organismes désignés par les autorités publiques**. Ces organismes sont énumérés aux annexes 1 et 2 de [l'arrêté du 16 février 2017 relatif aux organismes participant à la phytopharmacovigilance](#). Il s'agit par exemple de l'ANSES, des associations agréées de surveillance de la qualité de l'air, de l'OFB (ex AFB et ONCFS)...

► DEVOIR D'INFORMATION A L'EGARD DES PARTICULIERS

Dans un premier temps, il convient de souligner que le **droit d'accès à l'information environnementale**, consacré par [l'article L. 124-3 du code de l'environnement](#), ne trouve pas à s'appliquer directement ici dès lors que les particuliers et les agriculteurs n'y sont pas soumis.

En effet, cet article ne formule des obligations **qu'à l'égard des autorités publiques**. *A contrario*, cela signifie que l'administration sera dans l'obligation de communiquer les informations qu'elle détient concernant les épandages de

pesticides, dont on ne peut nier qu'elles sont relatives à l'environnement au sens de l'article L. 124-2 du code de l'environnement.

Art. L.124-2 C. de l'environnement

Est considérée comme information relative à l'environnement au sens du présent chapitre toute information disponible, quel qu'en soit le support, qui a pour objet :

1° L'état des éléments de l'environnement, notamment l'air, l'atmosphère, l'eau, le sol, les terres, les paysages, les sites naturels, les zones côtières ou marines et la diversité biologique, ainsi que les interactions entre ces éléments ;

2° Les décisions, les activités et les facteurs, notamment les substances, l'énergie, le bruit, les rayonnements, les déchets, les émissions, les déversements et autres rejets, susceptibles d'avoir des incidences sur l'état des éléments visés au 1° ;

3° L'état de la santé humaine, la sécurité et les conditions de vie des personnes, [...];

5° Les rapports établis par les autorités publiques ou pour leur compte sur l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'environnement.

Jusqu'à récemment, l'article L.257-3 du Code rural et de la pêche maritime prévoyait que : « les exploitants mentionnés à l'article L. 257-1 s'enregistrent auprès de l'autorité administrative et **tiennent le registre prévu par la réglementation en vigueur**. Ils justifient, à la demande des agents mentionnés à l'article L. 250-2, des vérifications et des contrôles qu'ils ont effectués. ».

Des détails sur le registre en question sont précisés par l'arrêté du 16 juin 2009 relatif aux conditions dans lesquelles les exploitants mentionnés à l'article L.257-1 tiennent le registre mentionné à l'article L.257-3. Les registres doivent notamment contenir toutes les informations concernant les produits phytopharmaceutiques et biocides utilisés (nom, quantité, dose, date de traitement...).

Or, depuis l'ordonnance n°2019-1110 du 30 octobre 2019, l'article L.257-3 du Code rural et de la pêche maritime est abrogé.

L'article R. 257-3 du même code qui prévoit « Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe le fait, pour les exploitants mentionnés à l'article L. 257-1 : 1° De ne pas tenir le registre mentionné à l'article L. 257-3 dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel pris pour l'application de cet article ; » est pourtant encore en vigueur.

On pourra s'appuyer toutefois sur le règlement n°1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 qui prévoit dans son article 67 que tous les utilisateurs professionnels de produits phytopharmaceutiques doivent tenir pendant 3 ans, des registres contenant le nom des produits utilisés, le moment de l'utilisation, la dose, la zone et la culture où les produits ont été utilisés.

« Sur demande, **ils communiquent les informations contenues dans ces registres à l'autorité compétente**. Les tiers, tels que l'industrie de l'eau potable, les distributeurs ou les habitants, peuvent demander à avoir accès à ces informations en s'adressant à l'autorité compétente. Les autorités compétentes donnent accès à ces informations conformément au droit national ou communautaire applicable. ».

Cet article prévoit donc bien que des habitants et donc logiquement des riverains d'une exploitation agricole, peuvent demander à avoir accès aux **informations contenues dans ces registres**, en s'adressant non pas aux agriculteurs, mais aux autorités compétentes qui ont l'obligation de communiquer les informations dont elles sont détentrices.

Par exemple, la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt est censée détenir ces informations.

La CJUE a rappelé dans une décision du 23 novembre 2016 que les informations concernant les produits phytopharmaceutiques ou biocides que ce soit les périodes d'épandage ou impacts éventuels de ces derniers sur les riverains étaient bien des informations environnementales.

 CJUE, 23 novembre 2016, C-442/14, Bayer CropScience et Stichting De Bijenstichting.

Eu égard à l'ensemble de ce qui précède, la notion d'« émissions dans l'environnement » au sens de l'article 4, paragraphe 2, deuxième alinéa, de la directive 2003/4 doit être interprétée en ce sens qu'elle inclut notamment le rejet dans l'environnement de produits ou de substances tels que les produits phytopharmaceutiques ou biocides et les substances que ces produits contiennent, pour autant que ce rejet soit effectif ou prévisible dans des conditions normales ou réalistes d'utilisation » (par. 81).

« Il s'ensuit que la notion d'« informations relatives à des émissions dans l'environnement » au sens de l'article 4, paragraphe 2, deuxième alinéa, de la directive 2003/4 doit être interprétée comme couvrant non seulement les informations sur les émissions en tant que telles, c'est-à-dire les indications relatives à la nature, à la composition, à la quantité, à la date et au lieu de ces émissions, mais aussi les données relatives aux incidences à plus ou moins long terme desdites émissions sur l'environnement » (par. 87)

2. RESTRICTIONS D'EPANDAGE

► PAR SECTEURS GEOGRAPHIQUES

La loi a défini des zones où les épandages de pesticides sont interdits et d'autres où ils sont seulement limités.

Les articles L.253-7 et suivants du CRPM prévoient les mesures de précaution et surveillance applicables.

Art. L.253-7 du Code rural et de la pêche maritime

L'autorité administrative peut interdire ou encadrer l'utilisation des produits phytopharmaceutiques dans des zones particulières, et notamment :

1° Sans préjudice des mesures prévues à l'article L. 253-7-1, les zones utilisées par le grand public ou par des groupes vulnérables au sens de l'article 3 du règlement (CE) n° 1107/2009⁵ ;

2° Les zones protégées mentionnées à l'article L. 211-1 du code de l'environnement ;

3° Les zones recensées aux fins de la mise en place de mesures de conservation visées à l'article L. 414-1 du code de l'environnement ;

4° Les zones récemment traitées utilisées par les travailleurs agricoles ou auxquelles ceux-ci peuvent accéder.

Par ailleurs, l'Etat, les collectivités publiques et établissements publics n'ont pas le droit d'utiliser de pesticides, sauf exception (listées aux paragraphes II bis et IV de l'article L. 253-7) pour « *l'entretien des espaces verts, des forêts, des voiries ou des promenades accessibles ou ouverts au public et relevant de leur domaine public ou privé* ».

L'article L.253-7-1 du CRPM pose plus précisément des interdictions d'épandage à proximité de certains publics vulnérables.

⁵ Au titre du **règlement 1107/2009 et de son article 3**, les riverains font bien partie des populations vulnérables qui doivent être protégées car exposées aux effets des pesticides à long terme.

Art. L.253-7-1 du Code rural et de la pêche maritime

A l'exclusion des produits à faible risque ou dont le classement ne présente que certaines phrases de risque déterminées par l'autorité administrative :

1° L'utilisation des produits mentionnés à l'article L. 253-1 est interdite dans les cours de récréation et espaces habituellement fréquentés par les élèves dans l'enceinte des établissements scolaires, dans les espaces habituellement fréquentés par les enfants dans l'enceinte des crèches, des haltes-garderies et des centres de loisirs ainsi que dans les aires de jeux destinées aux enfants dans les parcs, jardins et espaces verts ouverts au public ;

2° L'utilisation des produits mentionnés au même article L. 253-1 à proximité des lieux mentionnés au 1° du présent article ainsi qu'à proximité des centres hospitaliers et hôpitaux, des établissements de santé privés, des maisons de santé, des maisons de réadaptation fonctionnelle, des établissements qui accueillent ou hébergent des personnes âgées et des établissements qui accueillent des personnes adultes handicapées ou des personnes atteintes de pathologie grave est subordonnée à la mise en place de mesures de protection adaptées telles que des haies, des équipements pour le traitement ou des dates et horaires de traitement permettant d'éviter la présence de personnes vulnérables lors du traitement. Lorsque de telles mesures ne peuvent pas être mises en place, l'autorité administrative détermine une distance minimale adaptée en deçà de laquelle il est interdit d'utiliser ces produits à proximité de ces lieux.
[...]

Les conditions d'application du présent article sont fixées par voie réglementaire.

Concernant plus précisément les épandages à proximité des habitations, l'article L.253-8 du CRPM dans sa version en vigueur issue de la Loi Egalim ajoute :

Art. L.253-8 du Code rural et de la pêche maritime

III.-A l'exclusion des produits de biocontrôle mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 253-6, des produits composés uniquement de substances de base ou de substances à faible risque au sens du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 [...] l'utilisation des produits phytopharmaceutiques à proximité des zones attenantes aux bâtiments habités et aux parties non bâties à usage d'agrément contiguës à ces bâtiments est subordonnée à des mesures de protection des personnes habitant ces lieux.

Ces mesures tiennent compte, notamment, des techniques et matériels d'application employés et sont adaptées au contexte topographique, pédoclimatique, environnemental et sanitaire. Les utilisateurs formalisent ces mesures dans une charte d'engagements à l'échelle départementale, après concertation avec les personnes, ou leurs représentants, habitant à proximité des zones susceptibles d'être traitées avec un produit phytopharmaceutique.

Lorsque de telles mesures ne sont pas mises en place, ou dans l'intérêt de la santé publique, l'autorité administrative peut, sans préjudice des missions confiées à l'ANSES, restreindre ou interdire l'utilisation des produits phytopharmaceutiques à proximité des zones définies au premier alinéa du présent III.

Un décret précise les conditions d'application du présent III.

Suite à un recours contentieux lancé en 2017 par plusieurs associations, l'arrêt du Conseil d'Etat du 26 juin 2019 a annulé plusieurs dispositions de l'arrêté du 4 mai 2017 qui n'étaient pas conformes à la réglementation de l'Union européenne, notamment en ne prévoyant pas la protection des riverains face aux épandages.

Extrait du communiqué du Conseil d'Etat, 26 juin 2019

En premier lieu, le Conseil d'État a annulé l'arrêté car il ne prévoit aucune mesure générale destinée à protéger les riverains des zones agricoles traitées, les mesures de protection existantes ne portant que sur certains lieux fréquentés par des personnes vulnérables, tels les aires de jeu destinées aux enfants en bas âge, les établissements de santé, les maisons de retraite et les espaces de loisirs ouverts au public.


En deuxième lieu, l'arrêté a été annulé pour n'avoir, s'agissant de la protection des cours d'eau ou des points d'eau, ciblé que l'utilisation des produits phytopharmaceutiques par pulvérisation ou poudrage, sans régir l'utilisation d'autres techniques, telles que l'épandage de granulés ou l'injection de produits dans les sols, pourtant également susceptibles d'induire un risque de pollution, notamment par ruissellement, des eaux de surface en dehors du site traité.

[...]

Suite à cette décision, l'administration avait six mois pour agir. L'administration a adopté, le 27 décembre 2019, les arrêtés et décrets relatifs aux mesures de protection des personnes lors de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques à proximité des habitations.

Le dispositif actuellement en vigueur prévoit donc pour les riverains :

- Des zones tampons entre les zones de traitement et les zones d'habitation :
 - de 20 mètres pour les produits les plus dangereux (très peu de produits sont concernés par ces mesures) ;
 - de 10 mètres pour l'arboriculture, viticulture, cultures ornementales, arbustes et arbres ;
 - de 5 mètres pour les autres cultures et utilisations non agricoles.
- Des « chartes riverains » qui permettent de déroger aux distances minimales citées plus haut lorsque les agriculteurs mettent en œuvre des techniques réductrices de dérive (TRD) dont la liste est fixée par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation⁶.

 Pour rappel, de nombreuses études scientifiques montrent que les populations riveraines peuvent être exposées aux épandages dans des périmètres allant de 750 mètres à 1km pour certaines molécules très volatiles. Les TRD sont souvent insuffisantes pour protéger les riverains.


LES CHARTES RIVERAINS

(Art. R.253-45 et suiv. du Code rural et de la pêche maritime)

Le décret du 27 décembre 2019 vient préciser les modalités d'élaboration et concertation du dispositif de « chartes riverains », prévu à l'article L.253-8 du CRPM.

La validation de telles chartes permet aux utilisateurs de pesticides de réduire les espaces tampons entre les parcelles traitées et les zones d'habitation.

Une charte doit a minima prévoir :

- **1°** les modalités d'information des résidents ou personnes présentes au sens du règlement UE 284/2013.
-  Cela n'inclut pas de mesures d'information préalable ou délais de prévenance des riverains qui ne sont que facultatives.
- **2°** les distances de sécurité et les mesures apportant des garanties équivalentes définies en application de l'article L.253-7

⁶ Publiée au Journal officiel [ici](#)

- ⚠ En présence d'une charte, les distances d'épandage peuvent donc être réduites :
- Passage de 10 mètres à 5 mètres pour l'arboriculture
 - Passage de 10 mètres à 5, voire 3 mètres pour la viticulture, les cultures ornementales, arbustes et arbres
 - Passage de 5 mètres à 3 mètres pour les autres cultures et utilisations non agricoles.
- 3° les modalités de dialogue et de conciliation entre les utilisateurs et les habitants concernés.

De manière facultative les chartes peuvent inclure :

- le recours à des techniques ou moyens de réduction de la dérive ou de l'exposition ;
- des bonnes pratiques pour l'application des produits phytopharmaceutiques ;
- des modalités relatives aux dates ou horaires de traitements les plus adaptés ;
- des modalités pratiques d'application des distances de sécurité ou de déploiement de mesures anti-dérives.

Les chartes sont élaborées par les organisations représentatives des utilisateurs de pesticides (syndicats agricoles, chambres d'agriculture, gestionnaire d'infrastructures linéaires...).

Elles doivent faire l'objet d'une concertation du public d'une durée minimum d'un mois.

A l'issue de la période de concertation, le projet de charte est transmis au Préfet qui dispose d'un délai de deux mois pour l'approuver, ou en cas de lacunes, demander qu'il soit complété.

Le dispositif actuel est donc encore largement contesté par les associations de protection de l'environnement et de la santé qui lui reprochent des distances minimales de sécurité encore trop faibles, des possibilités de dérogations nombreuses et des obligations d'informations insuffisantes à l'égard des riverains.

► PAR SUBSTANCE

▣ Art. L.253-8 du Code rural et de la pêche maritime

II.- L'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant une ou des substances actives de la famille des néonicotinoïdes et de semences traitées avec ces produits est interdite à compter du 1^{er} septembre 2018.

L'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant une ou des substances actives présentant des modes d'action identiques à ceux de la famille des néonicotinoïdes et des semences traitées avec ces produits est interdite. Un décret précise les modalités d'application du présent alinéa.

Des dérogations à l'interdiction mentionnée aux premier et deuxième alinéas du présent II peuvent être accordées jusqu'au 1^{er} juillet 2020 par arrêté conjoint des ministres chargés de l'agriculture, de l'environnement et de la santé.

L'arrêté mentionné au troisième alinéa du présent II est pris sur la base d'un bilan établi par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail qui compare les bénéfices et les risques liés aux usages des produits phytopharmaceutiques considérés autorisés en France avec ceux liés aux usages de produits de substitution ou aux méthodes alternatives disponibles.

Par ailleurs, aucun produit ne peut être épandu s'il n'a pas reçu une autorisation de mise sur le marché. Cette autorisation fixe parfois des distances d'épandage minimales à respecter. Dans ce cas, les distances citées précédemment ne s'appliquent pas.

► PAR MODE D'EPANDAGE

■ Art. L.253-8 du Code rural et de la pêche maritime

1.-La pulvérisation aérienne des produits phytopharmaceutiques est interdite.

En cas de danger sanitaire grave qui ne peut être maîtrisé par d'autres moyens, la pulvérisation aérienne de produits phytopharmaceutiques pour lutter contre ce danger peut être autorisée temporairement par arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement, de l'agriculture et de la santé.

Des précisions sont également apportées par l'arrêté du 4 mai 2017 dans sa version modifiée par l'arrêté du 27 décembre 2019.

Son article 2 indique que : « *Quelle que soit l'évolution des conditions météorologiques durant l'utilisation des produits, des moyens appropriés doivent être mis en œuvre pour éviter leur entraînement hors de la parcelle ou de la zone traitée.*

En particulier, les produits ne peuvent être utilisés que si le vent a un degré d'intensité inférieur ou égal à 3 sur l'échelle de Beaufort⁷. Ils ne peuvent être utilisés lorsque l'intensité des précipitations est supérieure à 8 mm par heure, au moment du traitement ».

3. DISPOSITIONS PENALES

► AUTORITES COMPETENTES

Les agents habilités à rechercher et constater les infractions en matière d'usage de pesticides sont notamment :

- Les agents de la répression des fraudes
- Les inspecteurs de l'environnement
- Les officiers de police judiciaire
- Les agents des douanes
- Les inspecteurs du travail
- Les agents agréés et commissionnés par le ministre chargé de l'agriculture
- Les inspecteurs de l'ANSES (médecins inspecteurs de santé publique, ingénieurs du génie sanitaire, agents de l'ARS ...)

► PRINCIPALES INFRACTIONS EN MATIERE D'EPANDAGE

L'article L. 253-17 du Code rural et de la pêche maritime indique que « *Est puni de six mois d'emprisonnement et d'une amende de 150 000 €, dont le montant peut être porté, de manière proportionnée aux avantages tirés du manquement, à 10 % du chiffre d'affaires moyen annuel, calculé sur les trois derniers chiffres d'affaires annuels connus à la date des faits : [...] 3° Le fait d'utiliser un produit visé à l'article L. 253-1 en ne respectant pas des conditions d'utilisation conformes aux dispositions de l'article 55 du règlement (CE) n° 1107/2009, ou en méconnaissance des dispositions des articles L. 253-7, L. 253-7-1 ou L. 253-8 ou des dispositions prises pour leur application* ».

⁷ Environ 19 km/h

Il est également précisé par l'article L. 253-18 que les auteurs de cette infraction « *encourent également la peine complémentaire de l'affichage et de la diffusion de la décision prononcée dans les conditions prévues par l'article 131-35 du code pénal pour les personnes physiques et par le 9° de l'article 131-39 du même code pour les personnes morales* ».

Ainsi, le fait de ne pas respecter les restrictions d'épandage encadrant l'usage des produits phytosanitaires constitue une infraction pénale.

Cour de cassation n°18-86851 du 3 décembre 2019

Attendu que pour déclarer M. M... coupable d'utilisation inappropriée d'un produit phytopharmaceutique le 26 avril 2012, l'arrêt relève qu'à cette date vers 15 heures, les gendarmes, sollicités par un inspecteur du service régional de l'alimentation, se sont déplacés à [...], sur l'exploitation de M. M... où ils ont constaté la présence d'un nuage de produit blanc, s'élevant à plusieurs mètres de hauteur et s'étalant sur plusieurs rangées de culture ; que les juges ajoutent qu'il résulte des constatations effectuées que le produit pulvérisé était du Merpan 80, produit phytopharmaceutique, classé R 40 (suspecté cancérogène), R 43 (sensible pour la peau) et R 36 (irritant pour les yeux), que du fait des conditions climatiques, il dérivait sur un rayon d'une dizaine ou vingtaine de mètres, au gré du vent, dont la force était supérieure à 19 km/h et, selon le site de météo France, comprise entre 30 et 65 km/h, que les gendarmes ont pris des photos attestant de sa dérive ; que la cour d'appel en déduit que M. M... a répandu ce produit sans respecter les principes de bonnes pratiques phytosanitaires ;

Attendu qu'en l'état de ces énonciations, la cour d'appel a justifié sa décision ;

Qu'en effet, d'une part, il résulte du règlement (CE) n° 1107/2009 du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil, auquel renvoie l'article L. 253-17 du code rural et de la pêche maritime, que les produits phytopharmaceutiques doivent faire l'objet d'une utilisation appropriée, laquelle inclut, aux termes de l'article 55, l'application des principes d'une bonne pratique phytosanitaire, entendue, aux termes de l'article 3,18), comme une pratique impliquant que les traitements au moyen de produits phytopharmaceutiques appliqués à des végétaux ou produits végétaux donnés, conformément aux conditions de leurs utilisations autorisées, soient sélectionnés, dosés et dispensés dans le temps de manière à assurer une efficacité optimale avec la quantité minimale nécessaire, compte tenu des conditions locales et des possibilités de contrôle cultural et biologique ; d'autre part, il résulte des articles L. 253-8 et R. 253-43 anciens du code rural et de la pêche maritime, en vigueur à la date des faits, que la pulvérisation aérienne des produits phytopharmaceutiques est en principe interdite et que l'application des principes de bonnes pratiques phytosanitaires et de la lutte intégrée impliquent un emploi de produits chimiques phytopharmaceutiques limité au strict nécessaire ;



AGIR...

COMMENT AVOIR ACCES AUX INFORMATIONS RELATIVES AUX EPANDAGES ?

Il est important d'avoir connaissance du produit épandu car cela vous permettra de déterminer les obligations qui en découlent, notamment en termes de distance de sécurité. Celles-ci sont indiquées dans l'autorisation de mise sur le marché ainsi que sur l'étiquette du produit. D'autres précautions d'usage ou obligations peuvent également être mentionnées. Il est possible d'obtenir ces informations :

- En vous adressant directement aux exploitants. Ils n'ont toutefois aucune obligation de vous répondre.
- En vous adressant aux autorités publiques qui sont censées détenir ces informations, la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) de la région par exemple. En cas de refus vous pourrez saisir la commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

- En consultant la « Charte riverains » publiée sur le site de la préfecture du département, si votre propriété est dans le périmètre d'une telle charte. Cette dernière doit mentionner les obligations qui s'imposent aux utilisateurs de pesticides, notamment en termes d'informations des riverains.

Si vous connaissez avec certitude le nom de la substance ou du produit utilisé, vous pouvez également chercher les informations réglementaires sur les bases de données spécialisées.

▶ QUE FAIRE SI UN UTILISATEUR DE PESTICIDES NE RESPECTE PAS LA RÉGLEMENTATION A PROXIMITÉ DE VOTRE HABITATION ?

✓ **RELEVER LES RENSEIGNEMENTS UTILES.** - Avant d'engager toute démarche, il est nécessaire de récolter le plus d'informations possibles afin d'avoir des éléments de preuves et notamment de :

- **Situer** précisément la parcelle et **identifier** la nuisance constatée (nuage de pesticides, odeurs, herbe jaunie ...) ou les symptômes relevés (irritations cutanées, crise d'asthme, difficultés respiratoires...).
- **Identifier** l'utilisateur des produits contestés (entreprise, services municipaux, particulier...) et/ou le propriétaire du terrain.
- **Prendre des photos et vidéos** attestant des nuisances et de l'éventuelle infraction. Si possible mettez un journal daté du jour dans le champ de la photographie afin d'attester de la date. Lorsque vous présentez des symptômes physiques, essayez de les faire constater par un médecin.
- Vérifier le bulletin météo pour évaluer la vitesse du vent et l'intensité des précipitations éventuelles. Il existe des sites spécialisés pour les professionnels, par exemple [Syngenta Météo](#).

① La preuve des faits peut être apportée par tous moyens : témoignage, photographie, constat d'huissier, expertise médicale. Vous pouvez également faire faire des analyses (eau, végétaux...) sur votre parcelle pour démontrer qu'elle est bien impactée.

⚠ Attention toutefois à ne pas vous placer vous-même en situation d'infraction en pénétrant sur une propriété privée.

✓ **ALERTER LES AUTORITÉS COMPÉTENTES.** - Toutes les autorités mentionnées précédemment sont habilitées à constater les infractions à la réglementation en matière d'épandage. Elles pourront dresser un PV qui est une garantie supplémentaire en termes de preuve.

✓ **ENGAGER UNE DÉMARCHE PÉNALE ET/OU CIVILE.** - Vous pouvez déposer plainte auprès de la gendarmerie la plus proche, ou en envoyant un courrier au Procureur qui décidera de l'opportunité des poursuites. Vous n'êtes pas obligé d'avoir identifié l'auteur des épandages illégaux et pouvez porter plainte contre X. Si un PV a été dressé, il sera transmis au Procureur.

Dans tous les cas, il faut demander un récépissé afin de conserver la preuve du dépôt de plainte.

Vous pouvez aller demander réparation de votre préjudice devant le juge judiciaire. Dans ce cas, il sera indispensable d'apporter des preuves de la faute de l'utilisateur, mais également d'établir le lien de causalité entre le dommage que vous avez subi et l'épandage illégal. Vous pouvez vous fonder sur le régime de la responsabilité pour faute, ou sur le fondement des troubles anormaux de voisinage.

⚖ **Cour de cassation, civ. 3e, 19 nov. 2013, n°12-26.403** : **En l'absence de preuve des troubles invoqués et de lien de causalité, la demande** de condamnation d'un exploitant voisin à cesser l'usage d'un produit phytosanitaire, si cette utilisation n'est pas effectuée au sein d'une serre permettant de stopper le transport aérien de ces produits à l'extérieur, **est rejetée.**

🏛️ [Cour d'appel de Bordeaux, 20 juillet 2017 n° 16/03032](#) : le riverain d'une exploitation agricole soutenait avoir subi des dommages corporels en raison des épandages de pesticides réalisés par l'exploitant. La CA de Bordeaux a considéré que l'exploitant produisait par ailleurs « *des relevés météorologiques sur la vitesse du vent les jours visés, et celle-ci est inférieure à 19 km/h, au-delà de laquelle le code rural et de la pêche maritime prohibe l'épandage de ces produits. Pour autant, il appartient au viticulteur qui procède à l'épandage de produits autorisés dans ces conditions de vent de s'assurer que son épandage, non ciblé et à deux jets, un de chaque côté du tracteur, ne nuit pas à son voisinage et de faire en sorte de ne pas procéder aux traitements lorsque les riverains sont présents dans leur jardin, et de s'interrompre lorsque ceux-ci souhaitent sortir de leur domicile où du lieu où ils se trouvent* ». Dans cette espèce, le requérant a eu recours à une expertise judiciaire afin de constituer des preuves.

🏛️ [Tribunal de Grande Instance de Libourne, 3 juillet 2018](#)⁸ : En l'espèce, par manque de preuve, les viticulteurs ont été relaxés alors que 23 écoliers et leur enseignante avaient été hospitalisés pour des malaises. « *Les pulvérisations ont été réalisées sur des parcelles viticoles à proximité de l'école élémentaire de Villeneuve de Blaye, alors que les conditions météorologiques relatives à la force du vent n'étaient pas favorables à ladite opération. Le juge d'instruction avait déclaré un non-lieu par manque d'éléments objectifs car il n'y a pas de mesure de vent sur la commune. Le procès au tribunal correctionnel de Libourne a lieu le 20 mars 2019* »⁹. Il est donc primordial de pouvoir se procurer des éléments de preuve, notamment sur la vitesse du vent au moment de l'épandage.

▶ INFORMATIONS UTILES

Pour chercher une substance ou un produit :

Bases de données des produits biocides : [Simmbad](#)

Base de données des produits phytosanitaires : [Ephy](#)

Liens utiles : [L'ANSES](#) a mis en place un système de signalement d'effets indésirables dans l'utilisation des produits phytopharmaceutiques [accessible ici](#).

Sur le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation : [Question-réponse sur la mise en œuvre du décret et de l'arrêté du 27 décembre 2019](#)

Sites de quelques associations mobilisées :

[France Nature Environnement](#)

[Eau et rivières de Bretagne](#)

[Génération futures](#)

[Justice pesticides](#)

Il est également possible de déposer son témoignage sur le [site de la campagne Victimes Pesticides](#).

⁸ Voir [article](#) du Monde